

Frédéric Petit

le "député pèlerin"

Élu de la 7^e circonscription des Français établis à l'étranger depuis 2017, allant de la mer Baltique à la mer Noire et couvrant pas moins de seize pays ⁽¹⁾, ce grand voyageur prêche pour une approche de la diplomatie.

Électique et surtout profondément humaniste – tels sont les qualificatifs qui caractérisent le député Frédéric Petit. Nous avons rencontré cet infatigable voyageur, membre de la commission des Affaires étrangères, qui déploie son énergie à renforcer ce qu'il appelle "la diplomatie de la société civile".

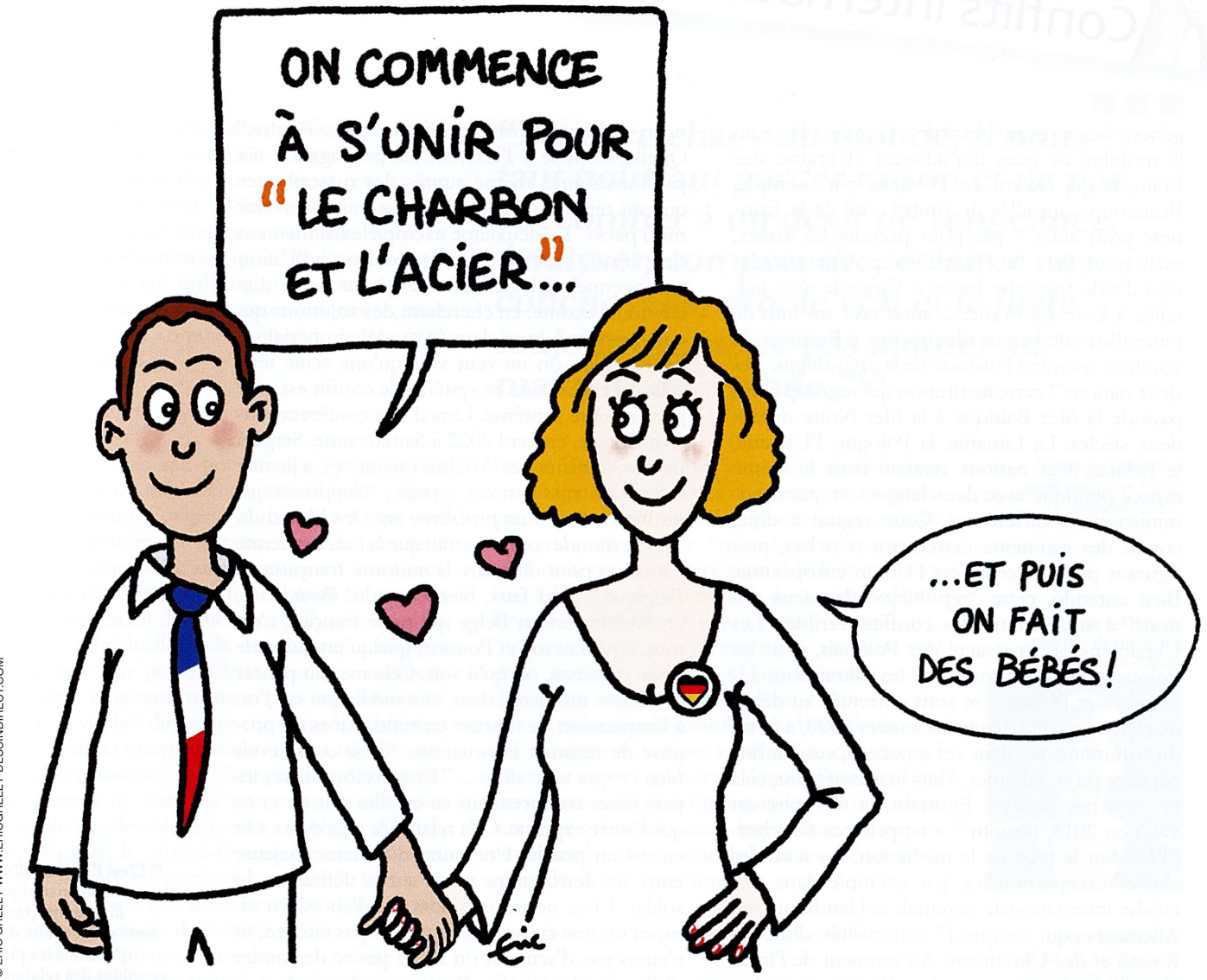


Interomédiés: les intérêts et les problèmes des Français vivant en Allemagne, Pologne, Albanie ou au Monténégro sont-ils les mêmes que ceux des Français de l'Hexagone?

Frédéric Petit: je dis parfois en plaisantant que le député est trop souvent considéré comme le délégué syndical de ses administrés. Même dans l'Hexagone, les attentes des électeurs vis-à-vis d'un député, selon qu'il soit d'une circonscription rurale ou d'une ZUP, divergent. Il en va de même pour les élus des Français de l'étranger. En revanche, j'observe que de nombreux concitoyens expatriés connaissent au quotidien des situations de tensions, voire de conflits, dans lesquelles le règlement de différends est essentiel. Et cela dans des proportions auxquelles je ne m'attendais pas du tout au départ. Nous avons par exemple 200 à 300 situations de conflits familiaux de longue durée, essentiellement entre des couples franco-allemands séparés. Cela dérape parfois. Si l'un des parents traverse la frontière pour se rendre chez sa mère en emmenant les enfants, l'autre peut immédiatement porter plainte pour enlèvement international d'enfant. Le nombre de cas douloureux de ce genre m'a frappé au début de mon mandat. J'ai d'ailleurs financé une expérience-pilote de co-médiation concernant trois affaires difficiles, associant une

médiatrice polonaise et une médiatrice française. Je leur ai dit: "Essayez de voir si on peut faire quelque chose via la médiation, je couvrirai au départ les heures qui ne seront pas payées par les médiés eux-mêmes." Déontologiquement, tout a été très bien balisé, et l'une de ces situations est en cours de médiation. Un autre cas s'est transformé en coaching familial, car l'une des parties n'était pas du tout engagée dans la médiation. Le troisième n'a pas abouti, car les médiatrices n'ont même pas pu approcher les parents. L'affaire avait pris un tournant politique

⁽¹⁾ Allemagne, Pologne, République Tchèque, Autriche, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Roumanie, Serbie, Monténégro, Bulgarie, Macédoine du Nord, Albanie, Kosovo, Bosnie Herzégovine, Croatie.



© ERIC GRELET-WWW.ERICGRELET-DESSINDIRECT.COM

avec des journalistes nationalistes écrivant qu'il était inacceptable que les Français enlèvent les enfants polonais. Il existe aussi des différends avec les administrations et d'autres dans le monde économique. Dans le domaine de l'agriculture, il est intéressant de constater les différences en ce qui concerne le sens de la propriété de la terre. Et puis, il y a quelques conflits dans le monde du travail. Quant à l'entreprise, toutes les chambres de commerce étrangères installées à Varsovie ou à Berlin ont des médiateurs.

Vous êtes vous-même médiateur. Cette compétence vous aide-t-elle dans la compréhension de ces conflits internationaux?

Oui, bien entendu. Je le dis souvent dans mes discours sur l'Union européenne, "l'UE est davantage une méthode de médiation qu'un accord international". S'il n'y a plus de conflits, il n'y a plus d'Union européenne! Je m'explique: lorsque nous avons créé la Communauté économique européenne (CEE), la Sarre était française, il y avait des conflits, on s'insultait dans la rue... Le Bade-Wurtemberg était une zone occupée. Les Français venaient s'installer là-bas, cela créait des conflits. Et c'est à ce moment-là que les politiques

décident que les enfants allaient apprendre la langue de l'autre, que le charbon et l'acier allaient être mis en commun. C'est ça l'Europe, c'est ça la médiation! Oui, être médiateur m'est très utile. Le seul endroit où je me sens absolument impuissant, c'est dans l'hémicycle [rires].

Ressentez-vous un changement dans votre travail depuis que la guerre en Ukraine impacte les pays de votre circonscription?

J'habite Cracovie et ma fille vit à Varsovie. Alors, évidemment, nous avons hébergé des réfugiés et j'ai dormi dans mon canapé pendant deux mois. Deux choses essentielles ont changé au niveau de la mobilité. D'abord, il y a eu des mouvements dans tous les sens et pas seulement des gens qui partaient. Des Ukrainiennes venaient se réfugier dans des pays limitrophes de l'Ukraine, en restant dans une zone frontalière pour retourner voir leur mari dès que possible. Cette migration, intense et rapide, crée forcément des situations de tension qu'il faut gérer. Elle comporte aussi des dangers, comme la traite de femmes à la frontière, avec des gens qui proposaient aux réfugiées de les amener en voiture plutôt que de prendre le bus. Tout cela





génère des tensions terribles. Ensuite, il y a eu la mobilité de gens qui adorent l'Ukraine, des Français qui étaient en Pologne, par exemple. Beaucoup sont allés de l'autre côté de la frontière pour aider – pas pour prendre les armes, mais pour faire de l'humanitaire. Une association d'aide française basée à Varsovie s'est installée à Lviv. La France a aussi créé un hub de journalistes de langue ukrainienne à Bucarest. Je voudrais revenir à l'histoire de la "république des deux nations", cette institution qui regroupait les pays de la Mer Baltique à la Mer Noire durant deux siècles. La Lituanie, la Pologne, l'Ukraine, le Bélarus. Ces nations vivaient dans le même espace politique avec deux langues et quatre administrations différentes. Cette région a donc connu des moments extrêmement riches, préfigurant presque ce qu'est l'Union européenne. Bien entendu, cette "république des deux nations" a aussi connu des conflits terribles. Les Ukrainiens ont massacré des Polonais, mais les Polonais ont aussi massacré les Ukrainiens. Lituanais et Polonais se sont entretués au début de chaque guerre. Dans les années 1990, à la fin du communisme, dans cet espace-là, ces conflits auraient pu se rallumer. Mais heureusement, cela ne s'est pas produit. Pourtant, la mémoire est vive; en 2016, un film⁽²⁾ a rappelé ces faits horribles. Sur le plan de la médiation, il y a eu des choses exceptionnelles, par exemple dans une crèche internationale parentale à Hambourg, en Allemagne, qui compte 17 nationalités, dont des Russes et des Ukrainiens. Au moment de l'invasion, il y a eu un moment de sidération, tout s'est arrêté. Mais tout est reparti lorsqu'une famille russe a déclaré, au bout de deux jours de silence: "Voyons, ce n'est pas nous!" Depuis, tous se sont lancés dans des activités d'hébergement et tout le monde travaille de nouveau ensemble.

Acceptons-nous que cette guerre soit là et puisse durer longtemps?

Aujourd'hui, la situation s'est stabilisée. Mais, à mon sens, les gens ont compris que nous avions raison de nous opposer au Kremlin. Cette guerre met en évidence, de manière très concrète, par des faits, ce que sont les valeurs européennes. Ce n'est pas que du baratin, comme je l'entends dire parfois. Pour le Kremlin, si tu parles russe, ton chef, c'est Poutine! En Europe, au contraire, nous avons créé une démocratie avec 24 langues officielles. Deux exemples me semblent très importants: le Kremlin était persuadé que les Russes allaient entrer en Ukraine comme dans du beurre, que les populations russophones allaient les accueillir à bras ouverts et les aider à marcher jusqu'à Kiev. Tout était prêt: les uniformes de parade, etc. Ils distribuaient à la population un tract en russe (assez vulgaire) qui disait: "Les gars, on est tous pareils, on parle russe, on va aller faire la peau à ces

nazis à Kiev et tout va rentrer dans l'ordre." Quelle surprise à l'arrivée! La propagande n'a pas fonctionné, même auprès des russophones qui ont répondu: "Non, tu es en train d'envahir mon pays!" Le deuxième exemple extrêmement significatif, c'est que, contrairement à l'Union européenne où les conflits se gèrent par la discussion, l'écoute, en cherchant des solutions qui conviennent à tous, dans le modèle impérialiste du Kremlin, on ne veut voir qu'une seule tête, celle du chef. Dans ce système, le conflit est géré par l'autorité suprême. Lors d'une conférence internationale, en avril 2022 à Samarcande, Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, a justifié l'agression russe en ces termes: "Supposez que les Wallons aient un problème avec les Flamands. Tout le monde comprendrait que la France prenne les armes pour défendre la minorité française en Belgique." C'est faux, bien entendu! Pour nous, un Wallon, est un Belge qui parle français, c'est tout. Pour Lavrov et Poutine, quelqu'un qui parle russe est russe, où qu'il soit. Cela me fait penser à certains moments dans une médiation où l'on a l'impression de tourner en rond. Alors on propose de résumer la situation: "Si je comprends bien ce que vous dites..." Et en reformulant, les personnes comprennent ce qu'elles ont dit et ce que l'autre exprime. Cela relance le processus. On en est un peu là. Une autre différence majeure entre les deux camps porte sur la définition du soldat. Chez nous, un soldat est d'abord un citoyen ou une citoyenne. Si tu n'es pas citoyen, tu n'auras pas d'arme et on ne va pas te demander d'aller combattre. En Russie, on demande à la milice Wagner de lutter, à l'entreprise Gazprom d'organiser un bataillon (c'est comme si on demandait à Total de constituer une armée!), on va chercher des recrues jusque dans les prisons! Il est impossible de laisser grandir nos enfants dans un monde où de telles aberrations se banalisent. C'est important de mettre l'accent sur ce point, car il s'agit d'un exemple concret de ce que nous mettons derrière le terme de valeurs.

Peut-on continuer à dialoguer et à chercher des solutions avec quelqu'un qui ne veut rien entendre comme Poutine?

Est-ce que vous médiez avec une personne qui n'a pas de volonté de médiation au départ? Non! Mais dans cette guerre, ce n'est pas Poutine seul qui est en cause, c'est le système du Kremlin dans son ensemble. Ce que j'essaie de faire comprendre à bon nombre de mes concitoyens sur ce conflit, c'est qu'il faut le remettre dans son cadre historique. Nous sommes face à un système impérialiste soviétique qui vient de très loin. On ne peut pas réduire la situation actuelle à la chute officielle du communisme en 1990, avec l'avènement d'une société libérale qui aurait dérivé progressivement vers l'autoritarisme. Ce système est antérieur même à Staline! On ne sort pas

⁽²⁾ C'est l'histoire d'un traumatisme historique longtemps passé sous silence, une des questions les plus sensibles des relations entre les Polonais et les Ukrainiens. *Wolyn*, réalisé par Wojciech Smarzowski, est le premier film racontant les massacres de Volhynie, une épuration ethnique perpétrée par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pendant la Seconde Guerre mondiale. Entre 1942 et 1944, 60 000 à 100 000 civils polonais ont perdu la vie, essentiellement dans le nord-ouest de l'actuelle Ukraine et en Galicie – territoires considérés comme le berceau historique de la culture ukrainienne et colonisés par la Pologne dans l'entre-deux-guerres. En représailles, les Polonais massacrèrent entre 8 000 et 12 000 civils ukrainiens et organisèrent le déplacement des populations ukrainiennes vers l'est. (*Le Monde*, 25.11.2016)

ainsi de quatre ou cinq générations biberonnées à cette idéologie et construites dans ce système, parce qu'on fait la fête sur un vieux mur et que quatre pays intègrent l'Alliance atlantique. Cela prendra encore des années avant que la Russie en finisse avec cette histoire qui a beaucoup marqué son peuple et qui infléchit encore sa façon de réfléchir. Cette guerre va durer longtemps, mais en réalité, elle a commencé depuis encore bien plus longtemps.

Nous sommes là en plein dans les questions interculturelles...

Voilà un sujet qui pourrait bien faire l'objet d'une thèse de médiateur extraordinaire: regarder comment les ex-pays du bloc soviétique ont géré la mémoire du communisme. Ils ont tous suivi une trajectoire différente, mais il est passionnant d'analyser comment chacun d'entre eux intègre ou exclut des moments d'histoire collective ou individuelle et de constater que les pays ayant pris leur passé à bras-le-corps rattrapent les autres et gèrent mieux et plus rapidement ce passé. Je voulais dire autre chose sur la médiation et les conflits internationaux. Je suis très attentif à une organisation qui s'appelle Pro Médiation. Ses actions ne sont pas très connues, mais elle travaille sur des sujets comme le Niger, Al-Qaïda, l'Égypte, le Moyen-Orient, etc. À mon avis, cette initiative fait partie des actions de la France dans le monde qui devraient être mieux coordonnées par notre diplomatie d'État. À la commission des Affaires étrangères, je soutiens l'idée qu'il y a trop de barrières entre les actions de la diplomatie d'État, l'ambassade et les ambassadeurs, et ce que j'appelle "la présence active de la France" dans ces pays, c'est-à-dire ceux (entrepreneurs, associations, artistes, etc.) qui, par leur action quotidienne, contribuent à tisser des liens entre les sociétés civiles.

Quel est le rôle de la commission des Affaires étrangères?

Son rôle est de contrôler l'action du gouvernement, de faire des remarques, voire d'émettre des critiques. C'est ce que je fais depuis six ans. Lors du dernier mandat, nous avons progressé. Je pense en particulier à un texte proposé par Jean-Yves Le Drian, que nous avions sensibilisé à ce sujet. Le texte en question s'appelle "Feuille de route de l'influence" et date de décembre 2021 (téléchargeable). La semaine prochaine, je pars en Algérie. Comme vous le savez, une commission avec des historiens français et algériens a été mise en place pour réfléchir ensemble sur notre histoire commune. Cette commission est un bon outil, il faut juste apprendre comment l'utiliser, car pour le moment, ça ne marche pas du tout. Comme lors d'une médiation, nous en sommes au point où il faut distinguer ce qui est vrai de ce qui relève du fantasme, d'un côté comme de

"Dans ce chaos du monde, il nous faut pourtant garder raison et ne pas succomber à un désir de vengeance. Analyser, comprendre, éclairer nos concitoyens, dire le vrai et le juste toujours, pour ne pas ajouter au malheur du monde."⁽³⁾

l'autre. Il est surtout très important que le ministre et que les diplomates ne fassent pas ce travail sur le terrain comme de la diplomatie de seconde zone, une diplomatie "quand on a le temps". Cela doit vraiment faire partie de leur mission. En 2019, lors de la semaine des ambassadeurs, Emmanuel Macron a tenu un propos très juste: "Vous ne devez plus être des gens qui font tout dans quelques domaines institutionnels, vous devez être des chefs d'orchestre et pas des virtuoses, vous devez coordonner. Vous devez être des généralistes et faire appel à des spécialistes." Mais les choses avancent. Aujourd'hui, les ambassadeurs sont plus impliqués qu'avant sur leur territoire. J'attends avec impatience de savoir comment l'ambassadeur de France en Algérie va répondre à mes questions.

La culture de la diplomatie évolue-t-elle, et si oui, comment?

Elle évolue, oui. Je n'aime pas du tout le nom de "diplomatie d'influence et diplomatie culturelle", je lui préfère celui de la nouvelle mission budgétaire, "l'action de la France dans le monde". Ainsi, depuis dix ans, l'État ne finance plus des institutions mais des projets, et c'est très bien ainsi. Cette mission comporte quatre ou cinq programmes, et je suis le rapporteur au sein de la commission des Affaires étrangères de celle recouvrant une grande partie de l'action non-gouvernementale. Cela concerne des Français de Cracovie ou d'Alger, des binationaux, des enseignants, des entrepreneurs et des industriels qui vivent parfois depuis très longtemps dans le pays et le connaissent bien mieux que les ambassadeurs qui, eux, changent régulièrement. Ce sont les acteurs de l'action de la France à l'étranger. J'aimerais qu'un jour, le Conseil national de la médiation (CNM) soit invité par un ambassadeur à venir former des médiateurs dans un pays en guerre. Pour moi, c'est ça la diplomatie française! Et je peux vous assurer que le financement sera vite trouvé!

C'est une excellente idée! [Rires] ■
Propos recueillis par **Christel SCHIRMER** et **Joëlle DUNOYER**
Aide à la retranscription, **Catherine FERRANT**

⁽³⁾ <https://frederic-petit.eu/mon-edito-octobre-2023/>

Catherine Ferrant est chargée de mission à France Terre d'Asile.



Joëlle Dunoyer est médiatrice assermentée près la cour d'appel de Rouen, formatrice et sociologue.



Christel Schirmer est médiatrice assermentée près la cour d'appel de Montpellier, formatrice en gestion de conflits au CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) et interlocutrice en affaires franco-allemandes.

